

MARCHÉ DU TRAVAIL:

200 MILLIONS DE JEUNES TOUCHÉS PAR LE CHÔMAGE EN AFRIQUE

Le chômage des jeunes est un fléau mondial. En Afrique il touche près de 200 millions. Pourtant, les activités agricoles renferment un énorme potentiel d'emplois. Un plaidoyer a été fait pour soutenir les équipes de chercheurs de l'Initiative prospective agricole et rurale (IPAR), du CEDRES (Burkina-Faso) et de MISELI (Mali) qui ont fouillé dans le secteur agricole. Résultats : des projets de créations d'emplois-jeunes ont vu le jour.

LIRE DOSSIER EN PAGES 4,5&6



Guest EditoRural

PAR MARIÈME SOW, DIRECTRICE D'ENDA-PRONAT DAKAR

"Toutes les terres à toutes les femmes..."



Au Sénégal, on aurait bien pu immatriculer toutes les terres au nom de toutes les femmes du pays 65% de la population. Ces terres, on sait au moins, que ni l'Etat, ni les maris, ni les frères ne pourront jamais les vendre ou les revendre, comme ce fut le cas à Mbane en 2009, dans la Vallée du Fleuve Sénégal, où plus de 4 000 ha de terres avaient été octroyés à des investisseurs italiens. A l'occasion de la journée internationale de la Femme le 08 mars 2015 je veux que la terre revienne à toutes les femmes pour mettre fin à la lancinante question de l'acaparement des terres et dont une rencontre sur la Réforme foncière est prévue dans quelques mois.

Nous trouvons cela très juste. Sauf que cette réforme foncière doit tenir compte des aspirations des populations locales, surtout en ce qui concerne les 95% des terres du Domaine national. (suite P7)

CORAF:

Le Coraf partage des systèmes d'innovations agricoles IAR4D **P3**



APICULTURE:

P7

"L'Etat n'a pas encore vu l'importance du métier d'apiculteur", selon Etienne Manga

Visitez



Présent à la FIARA 2015

African Agri Distribution (AAD)

Distributeur Exclusif des matériels agricoles de GRILLO au Sénégal, Mali et en Gambie

Km 40, Z.I de Sébikotane, RN°2 BP 30024 Dakar - Sodida (Sénégal)

Tel : (00221) 30 106 18 06 - 77 645 61 56 - 77 365 73 45 mail: africanagridistribution@gmail.com

Site web: www.africanagridistribution.com /Page facebook: AfricanAgriDistribution



BREVES.. BREVES.. BREVES.. BREVES.. BREVES..**ATTEINTE DE L'AUTOSUFFISANCE EN RIZ À L'HORIZON 2017 :****LE JAPON EN PHASE AVEC LE SÉNÉGAL POUR LA RÉALISATION DU PSE**

(Jade/Syfia) - En collaboration avec le ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural (Maer), l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA), a procédé, mi-février 2015, au lancement du Projet d'Appui à la Production durable du riz pluvial, lors d'un atelier à Dakar. Ce projet de coopération technique bilatérale entre les gouvernements du Japon et du Sénégal sera mis en œuvre dans trois régions : Fatick, Kaolack et Kaffrine durant quatre ans à compter d'octobre 2014 à septembre 2018.

D'après Ryuichi Kato, le représentant résident de la Jica au Sénégal, ce nouvel appui du Japon, pour les quatre prochaines années, veut contribuer un défi majeur, celui de redynamiser la riziculture pluviale au Sénégal afin de contribuer à l'objectif de production 1 600 000 tonnes de riz de paddy à l'horizon 2017. Selon le représentant résident de la Jica au Sénégal, "Longtemps laissée en marge des schémas de développement, la riziculture pluviale retrouve aujourd'hui toute sa pertinence dans le schéma d'atteindre des objectifs d'autosuffisance nationale", a souligné M. Kato. Pour ce dernier, à la faveur des potentialités considérables et des marges de progrès qu'offre ce type de riziculture, les autorités du Sénégal ont opéré une redéfinition de la contribution des zones de production rizicole avec une contribution de 40% dans le volet riz du programme d'accélération de la cadence de l'Agriculture Sénégalaise (PRACAS).

Quant à Amadou Ndiaye point focal à la Direction de l'Agriculture (DA) il a rappelé dans sa présentation du PRIP que le Sénégal est un grand pays consommateur de riz avec 950 000 tonnes annuellement. Ainsi il a précisé que le projet est financé pour un montant global de deux milliards de F cfa dont un milliard huit millions de F cfa de la JICA et deux cent millions de F cfa de contrepartie du gouvernement du Sénégal. Selon Amadou Ndiaye, ce projet permettra d'augmenter de façon durable la productivité des exploitations familiales, de résorber le déficit de production de riz en vue, d'atteindre l'autosuffisance à l'horizon 2017 mais également de contribuer à l'atteinte des 40% de la production escomptée, qui sont assignés à la riziculture pluviale.

COMMERCE : "L'APE EST UN ACCORD ÉQUILIBRÉ", DÉCLARE ALIOUNE SARR, MINISTRE DU COMMERCE

(Jade/Syfia) - "L'Accord de partenariat économique (APE) conclu avec l'Union européenne peut être considéré comme un accord équilibré, mettant l'accent sur le renforcement de l'intégration régionale, la priorisation du développement et l'amélioration du Programme Ape pour le développement (Paped), l'amélioration de la compétitivité des entreprises et des exportateurs ouest-africains, l'intégrité du secteur agricole et l'inclusion d'une liste régionale pour les produits ouest-africains sensibles", a déclaré, début mars, le ministre du Commerce du Sénégal, M. Alioune Sarr.

M. Sarr a fait son intervention à l'ouverture de l'atelier d'information et de sensibilisation sur l'APE et le Tec (Tarif extérieur commun) Cedeao. L'accord vise à établir une zone de libre-échange basée fondamentalement sur l'asymétrie qui tient compte de la différence du niveau de développement des deux partenaires.

AGRICULTURE/ALIMENTATION : LA FARM ÉTUDIE LES ENJEUX AGRICOLES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

(Jade/Syfia) - La Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde (FARM) a commandé à Bruno Dorin, chercheur du Cirad détaché au Centre de Sciences Humaines de New Delhi (Inde), une étude visant à éclairer les enjeux agricoles et alimentaires de la transformation structurelle des économies africaines, désormais engagées dans une croissance soutenue, apprend, début mars, dans un communiqué parvenu à la rédaction de Jade/Syfia.

L'étude de Bruno Dorin porte sur "Quelles perspectives pour l'agriculture et l'alimentation en Afrique subsaharienne?" Les défis de la transformation structurelle : sécurité alimentaire, pauvreté, emploi. Cette s'appuie sur des projections qui font référence à celles de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agri-

culture (FAO). "La conversion et l'agrégation des données en équivalent calories alimentaires, explicitées dans un rapport rédigé pour Pluriagri, permettent de révéler et de situer la place de l'Afrique subsaharienne dans les perspectives de la FAO à l'horizon 2050. Cette approche est complétée par une analyse des tendances projetées de la population active agricole qui rend possible une estimation de la productivité moyenne du travail agricole, dimension absente des travaux de la FAO", lit-on dans ce communiqué de FARM. La particularité de l'étude est qu'elle fait ressortir trois aspects à savoir : asseoir la sécurité alimentaire, l'Afrique subsaharienne augmenterait fortement sa production agricole et importerait davantage de denrées ; malgré les progrès de la productivité du travail, les inégalités de revenu risquent de se creuser entre l'agriculture et les autres secteurs. Enfin la capacité de l'agriculture à offrir des emplois décents et en nombre croissant est limitée par plusieurs facteurs, dont les incertitudes sur la création d'emplois dans les autres secteurs et l'expansion démographique dans les zones rurales.

FRANCE-MALI : 25 MILLIARDS F CFA POUR LE DÉVELOPPEMENT LOCAL ET SOCIAL

(Jade/Syfia)- La France, à travers l'Agence française de développement (AFD) et le gouvernement Malien ont signé deux accords de financement d'une valeur globale de 40 millions d'euros, soit environ 25,5 milliards F cfa, apprend-on, à la mi-février, de source proche de la commission européenne.

Le premier accord de financement, d'une valeur 13 millions d'euros, soit 8,5 milliards F cfa, est consacré à la deuxième phase du programme d'appui au développement sanitaire de la région de Mopti. Le second accord de financement, de 27 millions d'euros, soit 17 milliards F cfa, est destiné au développement des territoires ruraux des régions de Ségou et de Tombouctou. Ces financements permettront de donner aux collectivités territoriales les moyens de structurer et de dynamiser les filières agricoles et pastorales de la région de Ségou et de Tombouctou.

VÉLINGARA : LES MENUISIERS MARCHENT CONTRE LA COUPE DE BOIS

(APS) - L'Association départementale des menuisiers de Vélingara (sud) a organisé jeudi, fin février une marche pacifique, pour protester contre la coupe abusive des arbres et le gaspillage des ressources forestières dans leur département.

En sillonnant les artères principales de la ville, les menuisiers ont alerté le service des Eaux et Forêts et les autorités locales sur ce phénomène et ses probables conséquences. "C'est la nature qui nourrit l'homme, le soigne, l'habille. La nature nous donne son bois. Mais si celle-ci n'existe plus, c'est la catastrophe", a averti Tidiane Baldé, président de l'Association des menuisiers du département de Vélingara. "Dans cette contrée sud du pays qui partage ses frontières avec trois pays (la République de Guinée, la Gambie et la Guinée Bissau), la forêt fait l'objet d'une dégradation par l'abattage anarchique et abusif d'arbres le long des frontières par des entreprises étrangères basées à Banjul, en Gambie", a-t-il dénoncé. En plus d'attirer l'attention des autorités et du service des Eaux et Forêts sur ce "fléau", les menuisiers ont invité tous les acteurs du développement, notamment ceux qui protègent la nature, à prendre toutes les dispositions idoines, afin de guérir le mal par la racine. L'adjoint au préfet de Vélingara, El Hadji Ousmane Diédhiou, qui a reçu le mémorandum des manifestants, invitent les organisations qui exploitent les ressources forestières à se plier à la loi sénégalaise en vigueur.

MILLE JARDINS DE SLOW FOOD : UN BON TRAVAIL DE TERRAIN AU MALI

(Jade/Syfia) - Au Mali, "Akadi de Tanim 2000", une Communauté de la nourriture SLOW FOOD", a réussi un bon travail de terrain, en mettant en place, et partenariat avec Terre et Humanisme, le Caproset, l'Uaves, ainsi que le CSFRA de Oumar Diabaté, un jardin potager, apprend mi-février, l'agence de presse Jade/Syfia de source bien informée.

La réussite de ces équipes du projet "Mille Jardins" au Mali est le fruit de formations en Agro écologie et en production de semences, au profit des femmes de 24 villages accompagnées par quatre animateurs. Il y a eu aussi de la mise en place d'infrastructures appropriées. Sur la dynamique de ce projet "Mille jardins" au Mali, on apprend qu'en 2014, les animateurs Akadi avaient formé 30 femmes et deux animatrices en production de semences de pommes de terre. Selon les informations reçues, dans 12 villages la production de semences de pommes de terre été encourageante. "Ces résultats nous confortent dans l'idée de poursuivre notre action vers la souveraineté alimentaire", estime madame Fanny Bréchar, la présidente de Tanim 2000. "Cependant, devant la complexité de la production des semences reproductibles, nous devons redoubler d'efforts et nous appuyer sur les compétences de nos partenaires techniques", ajoute Fanny Bréchar. Parlant des banques de céréales, elle indique que 10 villages en ont créé, soit 16 T 400 de riz engrangées pour un bénéfice de 1 640 000 F cfa. Ce qui correspond à une somme de 2500 euros. S'agissant du micro-crédits, Fanny signale que 906 productrices dans 13 villages en ont bénéficié et le fonds est actuellement de 3 442 950 F cfa, soit 5399 euros. En conclusion, souligne la présidente de Tanim 2000, "le prévisionnel et les activités 2015, s'ils sont tenus, nous laissent entrevoir la couverture des activités de la parcelle école et le salaire du jardinier ainsi qu'une partie des frais de fonctionnement" Pour rappel, deux personnes du projet AKADI participeront aux rencontres d'Agroécologie qui auront lieu du 16 au 19 Février 2015 au Burkina Faso, en présence de Pierre Rabhi.

AGRI INFOS

Hlm Grand-Yoff - Villa n° 1122
Bp : 17130 Dakar - LibertéEmail : madiensec@yahoo.fr

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Madieng SECK - TEL : 77 537 96 96

COMITÉ DE RÉDACTION : Madieng SECK - Ndèye SÈNE - Ababacar GUËYE, DIARRA BADJI (STAG)

ADMINISTRATION : Ababacar GUËYE

SECRETARIAT DE RÉDACTION ET INFOGRAPHIE : Cheikh TOURÉ (Tel : 77 605 30 72)

IMPRESSION : AMD GRAPHIC

DISTRIBUTION : ADP

NINEA : 00284430 CO

RECHERCHE AGRICOLE :

Le Coraf partage des systèmes d'innovations agricoles



(Jade/Syfia) – Les participants à la conférence internationale sur les systèmes d'innovation agricole en Afrique de l'Ouest et du Centre, organisée par le Coraf/Wecard, fin février à Saly (100 km de Dakar), ont été imprégnés de l'Approche "IARD4D" ainsi que son impact dans les systèmes agricoles.

PAR ABABACAR GUËYE

La rencontre a été présidée par le conseiller technique du ministre de l'Agriculture de l'Équipement rural (Maer) M. Mboup. Il avait à ses côtés le directeur exécutif du Conseil Ouest et Centre africain pour la recherche et le développement agricoles (Coraf/Wecard), Dr Harold Roy Macauley, la représentante de l'Ambassade d'Australie au Ghana, de la Banque mondiale à Dakar.

Chercheurs, professeurs, Docteurs, universitaires, Bailleurs de fonds, étudiants venus un peu partout d'Afrique et d'Europe ont pris part à cette conféren-

ce internationale.

Thème de cette rencontre : Faciliter les changements dans les systèmes agricoles en Afrique de l'Ouest et du Centre, à travers l'application de la Recherche agricole intégrée pour le développement (IARD4D). L'approche "IARD4D" qui consiste à faciliter les changements, les méthodes de pratique dans les systèmes agricoles a fait l'objet d'échanges de cette conférence organisée par le Coraf/Wecard en partenariat avec Convergences des sciences (Cos) et des organismes australiens d'aide au développement

exemple Australian Aid, le Csiro et le Dfat. "Nous attendons à ce que toutes les expériences que nous avons acquises dans la mise en œuvre des plateformes d'innovations, dans le contexte du projet de recherche et de développement coordonné par le Coraf/Wecard, soient partagées", a expliqué Dr Harold Roy Macauley à la presse.

En effet, les systèmes agricoles prédominants en Afrique de l'Ouest et du Centre sont de petites exploitations agricoles avec des systèmes mixtes agriculture-élevage. L'intensification durable de ces systèmes est "une voie qui répond à la fois aux objectifs de subsistance des petits agriculteurs et aux oppor-

tunités de marchés engendrées par la croissance démographique". De ce fait, l'approche IARD4D qui est inclusive pourrait contribuer à l'application de ces résultats par les paysans. "Avec les plateformes d'innovation, c'est la façon de travailler qu'on est en train de changer. Face à une problématique de semences, de foncier ou autres, on interpelle tous les acteurs pour trouver des solutions. C'est important. Tant qu'on n'a pas fait cette approche, on pointe toujours un doigt accusateur aux chercheurs", avance Dr Macauley.

L'approche IARD4D améliore de 30% les rendements

Auparavant, à l'ouverture, les nombreux orateurs avaient salué la tenue de cette conférence. Le représentant du ministre de l'Agriculture, M. Mboup a salué la collaboration entre son département et le Coraf/Wecard. Il a également magnifié l'apport de l'Australie qui a traversé Steppe, Savane pour venir apporter son appui à la recherche agricole en Afrique de l'Ouest et du Centre.

De son côté, Mme Gisèle Lopès d'Almeida, la représentante du PCA du Coraf, a salué le gouvernement australien qui a financé 100 millions de dollars australien (plus de 46 milliards de F cfa) pour la sécurité alimentaire, à travers son programme "Initiative pour la sécurité alimentaire en Afrique". Elle s'est réjouie de l'acceptation des six projets agricoles exécutés dans 10 pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre dont le financement tourne autour de 10 millions de dollars Us, soit environ six milliards de F cfa. "La particularité de ces projets, se caractérise par la participation de 14 chercheurs du CSIRO*, dans les équipes

de recherche. Ils ont contribué dans les domaines d'analyses des systèmes, la modélisation, l'amélioration des techniques d'expérimentation, le système de suivi-évaluation et l'apprentissage. Ils ont pu tisser des relations solides avec les membres des équipes. Cette expérience constitue un bel exemple de coopération réussie", a témoigné Gisèle d'Almeida.

Dans la même lancée, elle a rappelé que les projets – Dfat ont été exécutés suivant l'approche de l'IARD4D en conformité avec le plan stratégique du Coraf. Cela a permis l'établissement de 60 plateformes d'innovation multi-acteurs. Selon Mme d'Almeida, cette approche est la plus grande expérience dans la sous-région, parce qu'elle permet une rapide adoption et diffusion des technologies. Effet immédiat. Les résultats ont suivi. Les rendements du sorgho, de mil et de maïs ont été améliorés d'au moins 30%. La production animale a connu des améliorations significatives, grâce au développement de rations alimentaires. Pareille pour la production de lait, qui a doublé dans certaines régions. La collecte et la commercialisation ont aussi été améliorées. "Les cas de succès et les changements induits par les femmes, leur ont permis de bénéficier de ces innovations. C'est dire, que le genre a effectivement été pris en compte par les équipes de recherche", s'est réjouie Mme D'Almeida.

Cependant, dit-elle, avec ces expériences une réflexion profonde s'impose en vue de son amélioration. Cela est capital pour le Coraf, car elle permettra au Plan Opérationnel 2 de capitaliser les leçons apprises.

Csiro = Commonwealth Scientific And Industrial Research Organisation
Dfat = Département des affaires Étrangères et du Commerce de l'Australie.

Entretien avec...

PROPOS RECUEILLIS PAR ABABACAR GUËYE

M. Ouedraogo Souleymane, coordonnateur régional du Projet "Options d'intensification Durable" (OID)

(Jade/Syfia)- A la Conférence internationale sur les systèmes d'innovation en Afrique de l'Ouest et du Centre organisé par le Coraf/Wecard du 25 au 27 février à Mbour (100 km de Dakar), Ouedraogo Souleymane, chercheur à l'Inera (Institut national de l'Environnement et de la recherche agricoles) au Burkina Faso et Coordonnateur régional du Projet "Options d'intensification Durable" (OID) revient sur l'approche "IARD4D". Le projet a permis aux producteurs et éleveurs d'améliorer leurs productions.

Options d'intensification Durable (OID), de quoi s'agit-il ?

"Options d'intensification Durable (OID) est un projet sous-régional qui implique quatre pays : Sénégal, Niger, Mali et Burkina Faso pour la coordination régionale. Il est financé par la Dfat (département des Affaires étrangères du Commerce de l'Australie). L'OID se fonde sur : Comment les exploitations agricoles familiales peuvent développer des options qui peuvent être durables, productifs et qui peuvent également les permettre d'avoir des revenus substantiels. En ce sens, le projet s'articule autour de l'Approche IARD4D (l'Application de la Recherche



agricole intégrée pour le développement) qui part d'un diagnostic. Nous avons fait un diagnostic avec les producteurs."

Quels sont les problèmes identifiés ?

Nous avons identifié deux problèmes majeurs : la faiblesse de la production des céréales, de lait-viande, ainsi que l'accès au marché. Pour résoudre

ces contraintes, nous avons ensemble décidé de mettre une plateforme d'innovation.

Expliquez-nous cette plateforme d'innovation ?

L'objectif de cette plateforme d'innovation, c'est d'abord d'apprendre à résoudre les problèmes et ensuite faire la relation entre la production et le marché. C'est deux objectifs vont de paire. Une plateforme qui traite uniquement du marché ne va pas être durable, parce qu'une fois ce problème réglé, la production reste un autre cas. L'idée pour nous c'est vraiment de développer des technologies avec les producteurs dans un apprentissage collectif pour nous convaincre que nous avons des possibilités d'améliorer la productivité au sein de l'unité d'exploitation agricole. Et ensuite, si on améliore la production, nous devons aller au marché parce que la motivation par essence c'est le revenu. Donc, nous avons travaillé au sein de notre projet à apprendre ensemble comment améliorer la production et comment lier la production au marché en gardant en vue la plateforme d'innovation.

Quelles sont les difficultés que les acteurs rencontrent dans la plateforme d'innovation ?

L'une des difficultés est que c'est un système agricole pluvial. Il y a la question de la fertilité des sols qui se pose de manière cruciale, celle de l'alimentation des animaux, ainsi que la question de la commercialisation des produits. L'objectif de ce projet est d'attacher à toutes ces questions pour qu'on puisse trouver des solutions qui permettent, à la fois d'augmenter la productivité et de trouver des marchés. Et les

résultats s'en suivent comme je l'ai expliqué tantôt.

Quelles solutions ont été apportées ?

Nous avons pu montrer qu'on peut améliorer la productivité agricole. Pour le cas du maïs, nous avons, dans les exploitations familiales, augmenté la production qui était de 1 t/ha. Ce rendement nous l'avons accru de 30 à 40%. Pour y arriver, nous avons eu des expérimentations relativement simples avec les producteurs dans leurs champs. Cela consistait à respecter le cycle cultural, à suivre les conseils des techniciens. Les résultats ont suivi et les producteurs étaient convaincus que c'est possible. Côté production animale, nous avons développé des races pour faire de l'emboche bovine, ovine avec des ressources qui sont produites dans ces mêmes exploitations familiales. Dans l'agriculture et l'élevage, les acteurs ne rencontreront plus des difficultés d'aliment de bétail, de fumier pour la fertilité des sols. Ainsi, ils peuvent valoriser intensément leurs activités et d'avoir des revenus.

Quel mécanisme, à travers la plateforme d'innovation, vous avez adopté pour nouer des partenariats ?

Nous avons, à travers la plateforme, fait travailler les acteurs du marché. Nous sommes allés même jusqu'à signer des contrats de production. Les agrobusiness ont financé les intrants, en contrepartie ils ont reçu du maïs en fonction des besoins de leur marché. Ce qui est un enseignement très important... A travers cette démarche, les acteurs de la chaîne de valeur peuvent évaluer leur contribution au développement. On voit qu'en mettant les acteurs du marché dans le système, on réalise un impact tout de suite parce qu'ils trouveront rapidement leur compte. ■

DOSSIER: EMPLOI DES JEUNES

MARCHÉ DU TRAVAIL : 200 millions de jeunes touchés par le chômage en Afrique



(Jade/Syfia)-Le chômage des jeunes est un fléau mondial. En Afrique il touche près de 200 millions de jeunes. Pourtant, les activités agricoles renferment un énorme potentiel d'emplois. Un plaidoyer a été fait pour soutenir les équipes de chercheurs de l'ipar (Initiative prospective agricole et rurale), du CEDRES (Burkina-Faso) et de MISELI (Mali) qui ont fouillé dans le secteur agricole. Résultats : des projets de créations d'emplois-jeunes ont vu le jour.

Lokassou. Dans ces négociations qui ressemblent à un "affrontement entre David et Goliath" le patron du Roppa se demande : "Est ce qu'avec l'avènement des Ape, l'agriculture pourra nourrir son homme."

PAR MADIENG SECK

Si Cheikh Oumar Bâ, Directeur Exécutif de l'ipar (Initiative prospective agricole et rurale) s'est dit "satisfait de la forte présence" d'experts, de chercheurs, de gens de la société civile, de représentants d'Op et d'entrepreneurs ruraux, à l'Atelier organisé mi février à Dakar sur : "Emploi des jeunes et migration en Afrique de l'Ouest" (EJMAO), des vérités ont été discutées sans fards à cette rencontre.

L'Acte I de la cérémonie d'ouverture officielle fut jouée par le ministre de l'Agriculture et de l'Équipement rural (MAER). Le Dr Pape Abdoulaye Seck s'est félicité du travail de l'ipar qui, dit-il, "doit être appuyé", parce que les chercheurs qui y font ces études, sont des "architectes" et des "bâtisseurs", soulignant sa forte conviction qu'en Afrique "on doit penser par nous mêmes et pour nous mêmes". Le ministre de l'Agriculture a appelé, en effet, "à créer les conditions d'un exode urbain massif anéantisant l'exode rural". Pour ce faire, il avance comme préalable : "la constitution d'une agriculture forte qui puisse tirer profit de la mondialisation avec des activités génératrices de revenus pour fixer les jeunes et les femmes ; l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique financière ; l'assainissement de la production et de la commercialisation". En somme, dit le ministre de l'Agriculture, il s'agit de renforcer la capacité du Sénégal à travers le PSE et le PRACAS* pour construire "une agriculture compétitive, rentable et durable". Pape Abdoulaye Seck a souligné, à ce propos, l'importance particulière que son Département attache à la recherche, relevant qu' "il ne peut pas y avoir une agriculture forte, sans une recherche forte".

Comme lui, auparavant, l'ambassa-

teur du Canada avait soutenu que ce travail de recherche de l'ipar, en partenariat avec le CRDI, "a été bien fait", parce que tenant compte des préoccupations des jeunes du Sénégal, du Mali et du Burkina-Faso. Et le diplomate de suggérer au MAER d'appuyer cette Etude EJMAO, ainsi que les chercheurs qui l'ont réalisée.

Au cours de cette cérémonie, les représentants de l'AFD et de l'UEMOA ont aussi pris la parole pour plaider l'appui de ce projet de l'ipar, insistant sur la formation professionnelle des jeunes, ainsi que l'érection d'un Observatoire commun sous-régional pour l'emploi des jeunes dans la zone UEMOA (Union économique et monétaire Ouest africaine)

• L'Agriculture, un énorme potentiel de création d'emplois

Le second Acte de cette rencontre a été marqué par des débats non officiels. C'est ainsi que des voix ont fait entendre d'autres sons de cloches. Des voix qui ont permis de dessiller les yeux de bon nombre de participants sur l'ampleur du marché du travail en Afrique où, selon les organisateurs, sur près de 200 millions d'habitants, les 60% de recherche à l'ipar (lire encadré) indiquent, qu'en 2011 au Sénégal, la population jeune (15-35 ans) a augmenté de 8% et a atteint 4,5 millions

Sur les résultats de recherche EJMAO au Mali et au Sénégal Ibrahim Athie, directeur de recherche à l'ipar (lire encadré) indique, qu'en 2011 au Sénégal, la population jeune (15-35 ans) a augmenté de 8% et a atteint 4,5 millions

d'individus. "En milieu urbain, indique M Athie, le taux d'emploi est de 31% à Dakar et 27% dans les autres régions. En milieu rural, il se situe à près de 45%". Mais, si le secteur agricole possède un potentiel de création d'emplois, le manque d'informations des jeunes et des décideurs politiques sur le fonctionnement de ce marché du travail constitue un sérieux handicap.

Le modérateur du jour de cet Acte II de la scène, le Dr Cheikh par O Bâ de l'ipar, a joué de la démocratie participative en donnant la parole aux participants.

Mais qui est jeune ? Du coup cette question était plusieurs fois revenue dans la bouche des intervenants qui ont aussi plaidé pour l'auto-entreprenariat rural, soulignant que dans "une étude de ce type, on ne peut pas tout prévoir et qu'il faut donner une suite et aller vers à l'auto-entreprenariat", ont souligné certains intervenants. Autres interrogations. Comment faire pour fixer les jeunes ? "Il faut prendre en compte la dimension politique de la question et juguler la carence d'informations sur le marché de l'emploi dans un environnement mondialisé", a suggéré l'expert Mbaye Sarr bien au fait des questions macroéconomiques du continent et des négociations sur les Ape (Accords de partenariat économique). Puis d'ajouter avec une belle formule : "Toute croissance n'est pas initiatrice d'emplois"

• Anida : 60 000 emplois jeunes créés en 2014

Pour fixer les jeunes, rappelle le représentant l'Anida (Agence nationale d'insertion et de développement agricole), "il faut changer les règles d'attribution des terres à ces jeunes qui n'en possèdent pas toujours", rappelle l'expert,

affirmant que près de 60 000 emplois ont été créés par Anida en 2014. Sur quoi s'ajoutent "les 76 fermes agricoles ouvertes la même année", avance M Fall de Anida qui plaide aussi pour la maîtrise de l'eau.

Mme Gisèle Lopez d'Almeida, entrepreneuse rurale à Interface, par ailleurs membre du Conseil d'Administration de l'ipar, a beaucoup titillé la salle, lançant parfois des volées de bois vert à l'endroit de l'administration sénégalaise qui, dit-elle, "n'encourage pas l'entreprenariat rural privé, pourtant présent dans toute la chaîne de valeur agricole". Un secteur privé dans lequel investissent paysans et dirigeants de PME/PMI locales qui "se battent seuls parce qu'ils croient en eux-mêmes et comptent sur leur propre force" pour développer leur pays. Puis Mme d'Almeida de se demander : Est ce que dans ces conditions l'agriculture peut attirer les jeunes et les encourager vers l'entreprenariat rural ? Elle souligne ainsi la nécessité de travailler "sur des modèles qui marchent", rallumant du coup l'idée que "le monde s'urbanise, suivi par la révolution de Ntic". D'où sa proposition de mettre des écoles, de l'eau et de l'électricité dans les villages.

Bref, le coup de gueule de cette capitaine d'industrie rurale qui "raconte" son expérience difficile (taxes, impôts, etc.) a préféré alerter les futurs jeunes entrepreneurs. Auparavant elle s'était beaucoup ofusquée de la suite des négociations sur les Ape (lire encadré) au sujet desquels, elle dira cru : "les décideurs politiques africains ont manqué de vision..."

Sur cette question très controversée des Ape, le représentant du Roppa (Réseau des organisations paysannes et des producteurs de l'Afrique de l'Ouest) Lionel Lokassou (Bénin) a dit aussi sa désolation face au désaccord des Etats membres de l'Uemoa et de la Cedeao. "Où va-t-on avec la signature des Ape ? Est ce que les jeunes africains vont avoir le courage de se lancer dans l'agriculture ?", s'interroge M

• L'exemple de Pape Bakary Coly

Un bémol cependant. Lionel Lokassou évoque le Pnia qui est une bonne politique agricole. Selon lui dans "ce programme initié par la Cedeao, tout est prévu... Il faut aller vers la chaîne de valeur et suivre le procédé de la contractualisation entre producteur et privé. Réponse de M Sarr : "Les Ape c'est une bataille perdue ! Il faut s'adapter" Pour inverser la tendance de l'exode rural et créer des emplois chez les jeunes, le Directeur de cabinet du ministre de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Construction citoyenne, Demba Diop appelle quant à lui à donner une meilleure image de l'agriculture sénégalaise. "Notre agriculture n'a rien d'attractif", affirme-t-il. Cependant, M Diop estime que l'expérience du Programme des domaines agricoles communautaires (Prodac) n'est plus à démontrer car selon lui "le Prodac a même inspiré certaines initiatives de la FAO, et a dans le Prodac, il y a des domaines non agricoles couverts par l'ANPEJ (Agence nationale pour l'emploi des jeunes). Il les titille l'assistance en disant que "le travail ne se trouve pas sous l'arbre à palabre..."

Cette réalité de l'arbre à palabre, Pape Bakary Coly (35 ans) du Collège des jeunes du Cncr (Conseil national de concertation et de coopération des ruraux du Sénégal) ne la vit pas. Loin s'en faut. Cet agro-aviculteur de Sangalkam (lire trois questions à.), mise sur la formation des jeunes en leur facilitant l'accès à la terre et au financement. "Le meilleur investissement, dit-il, c'est d'investir sur nous-mêmes. Pour que les jeunes s'engagent dans l'agriculture ; mettez à l'aise ceux qui y sont déjà", allusion faite aux lancinantes interrogations évoquées par Mme d'Almeida pour son option du non formel dans ses activités. Bref, Coly parle de trois F qui sont : la Formation, le Foncier et le Financement.

DOSSIER: EMPLOI DES JEUNES

3 questions à...

Pape Bacary Coly

Collège des jeunes du Cncr

“Avec une production d'environ 24 000 poulets de chair par an, l'aviculture nourrit son homme”



Jade/Syfia/Comment êtes-vous venus à l'aviculture ?

Papa Bakary Coly “L'aviculture a toujours été une passion pour moi depuis mon enfance. A l'école, je faisais de l'aviculture pendant les grandes vacances et c'est avec cette activité que j'ai appris à être très matinal. J'allais à l'école juste pour avoir certaines connaissances, une bonne instruction pour vivre dignement. L'aviculture c'est mon destin. Aujourd'hui, j'ai une production d'environ 24 000 poulets de chair/an et 7500 pondeuses en activité”

Jade/Syfia/ Votre exploitation avicole nourrit-elle son homme ou son jeune homme ?

P.B.C “La réponse est sans nul doute oui. Il suffit de lui donner “ta vie” et “elle te rendra tout”. Com-

me ont dit pour la Terre, l'aviculture ne ment pas et elle fait plus que “nourrir son homme”. Mon exploitation avicole nourrit plus de huit (8) chefs de familles qui y travaillent et indirectement près d'une centaine de personnes. Je mène une vie comme tous les jeunes de mon âge. Je suis un jeune à part entière et non entièrement à part. Avec mes revenus, je gagne bien ma vie d'aviculteur et je n'envie pas mes congénères jeunes”

Jade/Syfia/ Le Cncr vous appuie-t-il ? ou bien ce sont les programmes l'Etat qui vous soutiennent?

P.B.C “Pour moi, ce que fait le Cncr, c'est plus qu'un appui. Le premier appui, c'est la prise de conscience. Avec le Cncr j'ai compris,

en tant que jeune, que j'avais le métier le plus noble. Etre un paysan-agro aviculteur. Cela veut dire, faire parti de ceux qui nourrissent le monde...avec de bonnes dizaines de cuisses de poulets locaux par semaine. Rire ! Autre chose que le Cncr m'a fait comprendre : C'est cette symbiose qui existe entre les jeunes producteurs et qui fait du Collège des jeunes du Cncr un Cadre de concertation pour la prise en compte des préoccupations des jeunes qui sont dans les activités agro sylvo pastorales et halieutiques et qui nous permet aussi de diversifier nos activités. La formation, le plaidoyer et le lobbying font partis des soutiens du Cncr. De la part de l'État j'espère que cela viendra un jour...”

PROPOS RECUEILLIS PAR MADIENG SECK

Entretien avec...

Ibrahima Athie,
directeur de recherche à l'Ipar

“Les jeunes ruraux souffrent beaucoup du chômage”

(Jade/Syfia)-Des enquêtes ont été menées en 2014 auprès de 1500 ménages ruraux réparties dans deux zones: le Bassin arachidier, les Niayes et le Delta du Fleuve. Ces enquêtes ont été complétées par des entretiens individuels. Le chômage des jeunes est apparu comme un problème réel. Les couches rurales souffrent d'ailleurs plus de ce problème. Entretien !

Quelles sont les grandes étapes de votre enquête sur l'emploi des jeunes ?

L'IPAR a conduit des enquêtes auprès de 1500 ménages ruraux réparties dans deux zones: Dans le Bassin arachidier, une région dominée par l'agriculture pluviale et caractérisée par une pression démographique et foncière, ainsi qu'une dégradation prononcée des ressources naturelles. C'est aussi une zone de départ en termes de migration interne du fait de la faiblesse de la demande de travail. Il y a aussi les Niayes et le Delta du Fleuve Sénégal qui offrent d'importantes potentialités en termes de maîtrise de l'eau et des possibilités de mener des activités agricoles toute l'année. Les enquêtes ménages ont été complétées par des entretiens individuels et des focus groups avec une diversité d'acteurs, y compris des jeunes des deux sexes. Afin de mieux saisir les caractéristiques de la

migration interne des jeunes, les migrants en provenance de la zone du Bassin arachidier et installés à Dakar ont été ciblés. Sur la base des profils de métiers des migrants pré-identifiés lors des enquêtes ménages, 500 jeunes migrants furent interrogés en milieu urbain. Toutes ces données ont été traitées et analysées. Les résultats ont été restitués aussi bien au plan national que sous régional.

On dit qu'il y a environ 200 millions de jeunes sans emploi en Afrique de l'Ouest, qu'elle est la part du Sénégal dans cette fourchette ?

“La population jeune âgée entre 15-24 ans en Afrique de l'Ouest est estimée à environ 200 millions. Si l'on considère que le taux de chômage dans la sous région est de 12%, alors il y a 24 millions de chômeurs dans cette classe d'âge 15-24 ans. Au-delà des normes du BIT (Bureau interna-

tional du travail), il faudra certainement faire un exercice similaire pour la tranche 15-34 ans, plus pertinente en Afrique Subsaharienne. Néanmoins, le chômage des jeunes est un problème réel, notamment en milieu urbain et en particulier parmi les diplômés. Mais le problème est beaucoup plus pernicieux car les taux de chômage (selon la définition du BIT) ne reflètent pas le désarroi des jeunes, le plus souvent victimes du sous-emploi. Les couches rurales souffrent d'ailleurs plus de ce problème. Les activités non agricoles, y compris le secteur informel urbain, restent le principal réceptacle de tous ces jeunes mais ne leur offrent pas de meilleures alternatives.

Au Sénégal, on voit qu'il y a de plus en plus de projets sur l'emploi des jeunes, est ce la suite de vos recherches au niveau de l'Ipar ?

PROPOS RECUEILLIS PAR MADIENG SECK



Les nombreux projets initiés par le Gouvernement constituent une réponse à la lancinante question de l'emploi des jeunes. En initiant le projet de recherche sur l'emploi des jeunes en milieu rural, l'ambition de l'IPAR est de contribuer à une meilleure connaissance de la structure et du fonctionnement des marchés de travail, afin d'éclairer les politiques publiques en matière d'emploi. En tant que Think Tank, notre rôle consiste à

fournir des preuves à travers la recherche, et à contribuer à enclencher le dialogue politique nécessaire entre acteurs dans le processus d'évaluation des politiques. La complexité des problèmes d'emploi nécessite une approche holistique et une veille de tous les instants pour faciliter la capitalisation des expériences et la mise à l'échelle des îlots de succès.

Rencontre avec...

Etienne Manga, jeune apiculteur de Casamance

“L’Etat n’a pas encore vu l’importance du métier d’apiculteur”

Jeune et dynamique, Etienne Manga est un apiculteur établi en Casamance, dans la commune d’Enamport, village de Kameubeul (Ziguinchor). Dans cet entretien, il passe en revue les opportunités de ce secteur. Un secteur qui peut absorber beaucoup de jeunes en situation de chômage et de pauvreté. Toutefois, Etienne ne manque pas de signaler les difficultés liées au manque de centre de formation des apiculteurs.

Agri Infos : Comment se porte l’apiculture en Casamance avec ses énormes potentialités ?

Etienne Manga “Le mot Apiculture est composé du préfixe latin APIS (abeille) et du suffixe colere (cultiver). La traduction littéraire définit donc l’apiculteur comme étant le fait de cultiver des abeilles de manière générale. En Casamance, la production reste encore faible, bien que la région regorge d’un potentiel très important. Il y a de cela 10 ans que des initiatives ont été prises pour moderniser les techniques de production, de transformation et de conditionnement des ruchers et équipements modernes dans la région avec des apiculteurs connus comme Ababacar Diedhiou à Birassou, Djibril Diatta à Kafountine, Etienne Manga à Ziguinchor. Au même moment, nous assistons à l’implantation des premiers ruchers avec une Unité de traitement et de conditionnement du miel qui respectent les normes agro-alimentaire dans la région. On ne peut pas donc dire que l’apiculture se porte à merveille en Casamance.”

Agri Infos : Les apiculteurs sont-ils dans un cadre interprofessionnel leur permettant d’améliorer leur métier ?

E M “Aujourd’hui, la technique est maîtrisée par des apiculteurs professionnels qu’on peut retrouver à Bassirou, Kafountine et Ziguinchor. Ils tentent de se regrouper pour améliorer leur condition de travail. Les potentiels du secteur sont plus importants dans la Basse Casamance où on garde encore de grands espaces forestiers communément appelés Bois sacré ou Forêt royale. Dans ces espaces là, nous y trouvons des centaines et des centaines de colonies sauvages signe visi-

PROPOS RECUEILLIS PAR MADIENG SECK



Même si les jeunes comprennent que le métier d’apiculteur peut être une solution durable pour lutter contre la pauvreté et le chômage. L’Etat doit s’intéresser à la filière et développer une stratégie décentralisée. Parce que l’apiculture peut régler un pourcentage important de jeunes en situation de chômage et de pauvreté.

ble de la présence d’abeilles et de la ressource apicole. Dans ces espaces, il y a aussi des dizaines et des dizaines de “bolognes” (Chenal d’eau salée, caractéristiques des zones côtières du Sénégal et de la Gambie Ndlr :) entourés d’importantes forêts de mangroves composées de milliers et de milliers de palétuviers. Ces espaces sont très propices à la production du miel”.

Quels sont les problèmes dans le secteur ?

E M “Dans le secteur, on observe l’absence d’un Centre de formation et de recherche dans la région. Cela, même si les jeunes comprennent que le métier d’apiculteur peut être une solution durable pour lutter contre la pauvreté et le chômage. L’Etat doit s’intéresser davan-

tage à la filière apicole, développer une stratégie décentralisée soutenue. Parce que l’apiculture est un secteur qui peut absorber beaucoup de jeunes en situation de chômage et de pauvreté.

Aussi, la non maîtrise de certaines techniques dans la production apicole et de la transformation (pour faire gagner en valeur ajoutée à notre miel de Casamance : Ndlr) est due aux voyages limités à l’étranger et au manque d’échanges d’expériences professionnelles auprès de grandes exploitations de références mondiales. Ces obstacles freinent la croissance de l’apiculture moderne en Casamance.

Nous déplorons aussi le manque de stations de démultiplications des colonies et de fécondation des reines, ainsi que des boutiques d’équipements. Tous ces manquements ne peuvent se réaliser sans la volonté de l’Etat. Enfin, on note l’absence d’organisation des acteurs autour d’une structure interprofessionnelle pour trouver des solutions aux problèmes.

La Casamance, me disait une experte française en apiculture, regorge d’énormes potentialités pas du tout bien exploitées de manière durable. Qu’en pensez-vous ?

“Oui ! En 2001 nous avions eu la visite d’une experte française en Apiculture, en l’occurrence madame Sylvie Rance qui a visité la Casamance pendant un mois. Durant son séjour nous avons fait le tour de la Basse, moyenne et haute Casamance. Après avoir répertorié les différentes flores qui composent la région naturelle du Sud, nous avons identifié les espèces mellifères qui pourraient donner du miel en qualité et en quantité importante pour la Casamance. Dans cette zone, la flore est très diversifiée avec une courbe de floraison observée sept à huit mois dans l’année avec des fleurs saines. En effet, en Casamance, la

ment des apiculteurs. Nous pensons que ces apiculteurs qui ont bénéficié de l’appui du PADEC sont en mesure de voler de leurs propres ailes. Car, ils ont été suffisamment suivis pendant trois ans. Des formateurs ont eu à leur faire tous les exercices nécessaires leur permettant de pouvoir gérer une exploitation apicole.

Nous avons aussi eu ce que nous appelons la formation des formateurs. Ce sont des volontaires Européens qui étaient venus nous dispenser des cours pratiques en apiculture accompagnés d’une riche documentation. Durant ces formations, les apiculteurs locaux prennent eux mêmes en charge le formateur. Ces formations ont débouché, la plupart, sur la création d’exploitations professionnelles apicoles. C’est ainsi que des apiculteurs de la Casamance en partenariat avec l’Association des Apiculteurs de la Guadeloupe (APIGUA) composée de 10 professionnels dont le président de l’Association ont organisé, en octobre 2014, la première édition de la journée de dégustation des miels suivie d’échanges en apiculture entre des exploitants la Casamance (Ziguinchor Kamobeul) et de la Guadeloupe.”

Quel rôle joue l’Etat, en partenariat avec des Projets et ou avec des Ongs. Autrement, est ce que les apiculteurs de Casamance reçoivent des formations ?

E M “Pour ce qui est de l’implication, nous pensons que l’Etat n’a pas encore vu l’importance de ce métier d’apiculteur. Un métier qui peut fortement contribuer à la protection des forêts, à l’amélioration de nos fruits en qualité et en quantité, afin de lutter contre l’exode rural et la pauvreté... “L’Etat doit mener une vraie politique de développement de l’Apiculture. Depuis 2007, je suis dans ce secteur; je vois des directions régionales de développement de l’Agriculture, sans

“En Casamance, il y a une courbe de floraison de 7 à 8 mois dans l’année. Une ruche moderne peut produire jusqu’à 20 kg de miel par saison, alors qu’il est possible, avec la méthode de la transhumance des ruches, de procéder à deux récoltes dans l’année”

production d’une ruche moderne par saison se situe entre 15 à 20 kg de miel (soit entre 20 et 30 litres de miel vendus à 2500 F cfa/litre : Ndlr), alors que, avec la méthode de transhumance des ruches, il est possible de faire deux récoltes dans l’année. Cependant, à côté de cette richesse fabuleuse, Sylvie avait constaté l’existence de très peu de ruches. Elle y avait noté aussi que l’apiculture était encore traditionnelle.

Les apiculteurs sont-ils dans un cadre interprofessionnel leur permettant d’améliorer leur métier ?

E M “Comme je l’ai évoqué un peu plus haut, en Casamance nous n’avons pas un Centre de formation pour les jeunes dans ce secteur. Les Ong et programmes existants, comme le Programme d’appui au développement économique de la Casamance (PADEC), for-

un programme sur l’apiculture. Seul le Padec a compris que l’apiculture est un secteur qui peut être un levier de développement.

“Le miel est un produit naturel connu dans tous les pays du monde. Parmi les produits de la ruche, le miel est le plus connu. Mais il y en a d’autres comme la cire, la propolis, le pollen, la gelée royale.... Tous ces produits sont considérés comme des alicaments, c’est-à-dire aliment doué de propriétés thérapeutiques. Cela montre que la présence massive des abeilles joue un rôle capital dans l’environnement. A ce propos, j’interpelle le chef de l’Etat, son Excellence Macky Sall, qui nous a rendu visite le week-end dernier (du 20 au 23 février : Ndlr) de bien prendre en compte le secteur apicole et d’en faire un programme concret dans son Plan Sénégal Emergent (PSE)”.

ABONNEMENT

Nom et Prénom

Structure

Adresse

Tél : Fax : Mail :

Nombre d'exemplaires :

Abonnement de soutien : (30 000 F cfa ; 50 000 F cfa ou plus)

Pays	Tarifs
* Sénégal 1 an	- 10 000 F cfa pour 01 exemplaire - 20 000 F cfa pour 02 exemplaires
* Zone Uemoa 1 an	- 15 000 F cfa pour 01 exemplaire
* Europe 1 an	- 25 000 F cfa soit 40 €

Paiement par chèque à l'ordre de Jade/Syfia-Sénégal

PECHE

NOUVELLE TECHNIQUE DE SÉCHAGE DU POISSON :

Le four FTT réduit les risques et simplifie le fumage

(Jade/Syfia avec Fao) - Une nouvelle technologie de séchage du poisson facile à monter et lancée par la FAO peut contribuer à réduire les risques pour la santé, accroître la sécurité sanitaire et la qualité des aliments, améliorer les conditions de travail et diminuer les pertes alimentaires dans les villages de pêcheurs d'Afrique de l'Ouest, apprend fin février de l'organisation onusienne.

Selon la FAO, le poisson fumé est une source vitale d'alimentation et de revenus pour de nombreuses communautés côtières du continent. En Côte d'Ivoire, par exemple, on estime à 20 - 30% les prises locales marines et d'eau douce qui sont consommées sous forme de poisson fumé.

Le poisson fumé est préféré par les populations locales à d'autres sources de protéines telles que le lait, la viande et les œufs, en raison de sa saveur, de ses bienfaits nutritionnels, de son prix compétitif et de sa durée de conservation qui oscille entre trois et six mois. Toutefois, les fours traditionnels généralement utilisés pour préparer cet aliment de choix comportent certains problèmes. "Avec les techniques traditionnelles de fumage, on est appelé à brûler de grosses quantités de bois, d'où, d'une part, la production d'un énorme volume de CO2 responsable d'une augmentation des émissions de gaz à

effet de serre. Et d'autre part, le fumage traditionnel émet des polluants notamment les HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques), cancérigènes et dangereux pour le système respiratoire de l'homme", explique Yvette Diei Ouadi, experte des industries de la pêche à la FAO.

Les techniques traditionnelles laissent des résidus de goudron sur le produit final, ce qui nuit à son goût et à sa qualité et le rend beaucoup plus difficile à vendre. La technique FTT (fourneau à double fonction de cuisson et de séchage mécanique, pouvant également servir au stockage) est spécialement conçue pour aider les petites transformatrices de poisson à préparer et à commercialiser des aliments sûrs et de bonne qualité.

La technologie FTT, fruit de cinq ans de perfectionnements successifs, permet d'améliorer facilement les fours traditionnels et réduit sensiblement les produits cancérigènes issus du fumage. En

même temps, elle diminue la quantité de combustible nécessaire et a une capacité de charge cinq fois plus grande que les fours barils traditionnels ou deux fois plus grande que le four Chorkor.

Un vrai boom

"C'est un système conçu pour affronter divers aspects des opérations de fumage du poisson", déclare Ndiaye Oumoul khairy, qui a travaillé à la conception du FTT. "Au premier plan, des questions de sécurité pour garantir la santé des consommateurs et se conformer aux normes alimentaires internationales. Et ensuite, il s'agit de réduire les pertes après capture et d'alléger le dur labeur des transformatrices qui sont désormais moins exposées à la chaleur et à la fumée".

Par exemple, à Abobodoumé, un village de Côte d'Ivoire, les nouvelles

composantes du FTT rencontrent un franc succès auprès des femmes s'occupant de la transformation du poisson. Parmi leurs préférées, une plaque de collecte de la graisse du poisson qui leur permet de la réutiliser comme huile de cuisson ou pour la fabrication de savon. Et elles se réjouissent de respirer un air beaucoup moins pollué. D'autres variétés de matériel végétal peuvent également remplacer le bois et le charbon traditionnel pour la combustion. Les coques et fibres de noix de coco, les épis de maïs ou même de mil sont tout aussi efficaces pour fumer le poisson et ont moins d'impact sur l'environnement.

Les femmes au cœur du projet

"Nous sommes si heureuses car désormais, grâce à la technique FTT, nos conditions de travail ont vraiment changé, s'exclame Deborah Oulou, une Ivoirienne. "Nous travaillons désormais dans des conditions d'hygiène", confirme Micheline Dion Somplehi, une autre femme qui transforme du poisson à Abobodoumé. "Le FTT-Thiaroye réduit l'exposition à la chaleur, aux brûlures et à la fumée. Les opérations de fumage ne constituent

plus un risque pour la santé de nos yeux, ni de notre système respiratoire". La réduction des temps de fumage et des risques sanitaires permet également aux femmes de consacrer davantage de temps à leurs fonctions de mère et de gardienne du foyer.

Mme Dion Somplehi affirme: "Nous avons constaté le gain de temps dans la pratique du fumage: c'est particulièrement important au sein de nos communautés où les femmes s'occupent à la fois des tâches ménagères, des enfants, de la cuisine et de la transformation du poisson. Nous pouvons même fumer le poisson en cas de mauvais temps".

Tremplin

La nouvelle technique rencontre également du succès dans d'autres pays africains pratiquant la pêche, dont le Sénégal, la Côte d'Ivoire, la Tanzanie et le Ghana. Des organismes de développement tels que SNV basé aux Pays-Bas encouragent le recours à la technique FTT au Ghana pour faciliter l'accès des petits exploitants à des marchés internationaux lucratifs.

Guest Edito Rural

PAR MARIÈME SOW, DIRECTRICE D'ENDA-PRONAT DAKAR

"Toutes les terres à toutes les femmes....."

Lutter contre la pauvreté qui affecte plus de la moitié de femmes vivant en Afrique, dont 70 % de femmes rurales au Sénégal, reste et restera encore notre combat. Cette lutte contre la pauvreté -dont c'est la mission d'Enda-Pronat- est notre praxis quotidienne et celle de bons nombres de femmes, notamment celles qui cheminent avec notre Ong depuis fort longtemps. De ce point de vue, une approche village pourrait aider les communautés de base à penser aux femmes, particulièrement, celles qui sont responsables des ménages, pour voir comment elles pourraient accéder à la ressource foncière pour nourrir leur famille.

Notre combat, ce n'est pas avec des armes que nous le menons. Mais c'est plutôt d'y arriver par la réflexion, le dialogue et la concertation pour enrayer tous les mécanismes qui créent la pauvreté ou à les rendre visibles aux yeux de l'Etat.

Au Sénégal, depuis plus d'un quart de siècle à Enda, on y pense et on se bat ensemble avec les femmes rurales. Parce qu'il y a des possibilités et des capacités à mettre en place des politiques qui peuvent lutter contre ce fléau. Notre constitution doit permettre l'accès à la terre à tout le monde. Certes, la loi sur le Domaine national reconnaît ce droit aux femmes. Mais cela ne règle pas pour autant le problème. Loin s'en faut. Pour les femmes, ce problème d'accès au foncier, n'est pas une question de Loi, c'est plutôt une question de communauté, de coutume et de tradition. Donc, cela doit se régler au niveau des populations locales, mais cela peut se régler aussi avec des politiques agricoles portées par l'Etat.

Réfléchir sur les mécanismes qui créent la pauvreté, c'est aussi développer des expérimentations et des initiatives innovantes. C'est vers cela qu'il faut aller. Après il appartient à l'Etat de prendre... et de mettre en place des politiques et des pratiques qui enrayeront la pauvreté. Car, c'est seul l'Etat et les populations locales qui peuvent arriver à mettre en pratiques des politiques qui ne dégradent pas l'environnement, la santé humaine et animale.

A Enda-Pronat, c'est dans cela que nous nous sommes engagés depuis très longtemps pour lutter contre des modèles de productions qui amènent l'appauvrissement de la terre ou la dégradation de l'environnement : utilisation de pesticides, d'engrais chimiques ou d'OGM. Dans notre approche, nous avons essayé aussi de monter des expérimentations en commençant par la sensibilisation, l'information et la formation. Quand on a dit non, on a dit aussi essayons si c'est possible de faire, avec les populations locales, de l'agriculture sans engrais chimique.

Dans cette longue marche contre la pauvreté et l'accapement des terres, les femmes ont été les premières à venir vers nous. Quand nous avons démarré ces réflexions et ces expérimentations, on a constaté qu'elles n'avaient pas réussi à accéder à la bonne terre. Nous avons compris qu'en réalité, elles avaient des problèmes pour accéder à la terre, contrôler la bonne terre et développer des activités qui rapportent des revenus substantiels.

Tout ce que l'Etat peut faire c'est décider de donner une bonne vision politique à l'agriculture sénégalaise qui part de l'agriculture familiale. Celle-ci doit être améliorée dans sa forme et dans le système de production en termes d'emblavement, de maîtrise de l'eau, de politique foncière, d'investissement et de financement, de formation, de transformation et de commercialisation.

Avec l'approche village ou communautaire participative, l'Etat, on le sait, ne va jamais lâcher ces femmes qui ont besoin de terre, de cultiver, de nourrir leurs enfants au même titre que les hommes.

Besoin de terre oui ! Pour satisfaire le besoin des agriculteurs, des éleveurs, des pêcheurs et même des artisans, et engager une réforme. Ce plaidoyer a été porté pas seulement par nous, mais aussi par d'autres Organisations (Association villageoise, Organisation paysanne, etc.). C'est ça aussi qui justifie notre engagement auprès du CNCR pour les aider à produire des principes, des règles de jeu sur lesquelles la CNRF (Commission nationale de réforme foncière) pourrait se baser pour que cela ne soit pas une question entre intellectuels ou bien une question d'investisseurs qui ont besoin des terres. Mais que cela soit d'abord une question pour régler les préoccupations des populations vivant dans les communautés rurales et les communes urbaines.

J'en viens à l'acte 3 de la décentralisation dont je ne suis pas contre. Car, si j'ai bien compris, sa finalité est d'arriver à développer les communes à partir de leurs propres ressources. C'est là que je crois que c'est important. C'est intéressant aussi si la gouvernance foncière est régulée comme le demande les populations locales si elles ont un droit réel sur le foncier.

Si la responsabilité leur revient, il n'y a pas de raison que l'acte 3 ne leur profite. Maintenant, le seul danger est que la Communauté rurale devienne Commune, sans le contrôle juridique qui y sied. Cela fait peur. Ce qui nous fait peur également c'est le fait de penser que l'agriculture sénégalaise ne donne pas ce qu'il faut, au lieu de s'améliorer. On dit que d'autres vont venir avec leurs moyens et qu'ils vont produire. A ce moment les populations deviendront ainsi des

ouvriers agricoles dans leur propre terroir. Ceux qui vont venir avec leur argent pour investir sur ces terres cherchent aussi des devises et ce n'est pas évident que ces populations auront ce qu'il faut surtout dans un Sénégal qui se veut émergent. Car, l'émergence c'est créer des richesses qui permettent aux Sénégalais d'améliorer leurs conditions de vie, de se nourrir avec une alimentation locale saine et équilibrée. Alors, haro sur la malnutrition... et que les populations rurales puissent envoyer leurs enfants à l'école, les soigner quand ils tombent malades. Que les jeunes femmes aient des terres et arrivent à s'épanouir, à faire leur loisir. C'est ça qui fait que le Sénégal va émerger.

Emerger veut dire réapparaître. Donc, il faut que les populations de base arrivent à s'en sortir véritablement. J'ai des difficultés à comprendre le PIB en termes de chiffres. Mais je comprends beaucoup plus le PIB, quand je constate que si dans les 45 Départements du Sénégal, au moins sur les 2/3, on constate un changement significatif dans leur vie quotidienne. C'est en ce moment que nous dirons que le Sénégal émerge.

Si on part avec cette idée d'émergence et un accompagnement très clair de l'Etat pour développer la production, la transformation, l'agro industrie rurale, un marché local qui consomme ce que nous produisons, pas seulement le riz, parce qu'avec cette céréale seulement, on va mourir de diabète ou de colopathie. Mais arriver plutôt à une production très diversifiée et une alimentation locale, saine et équilibrée.

De ce point de vue l'agriculture est le berceau de l'emploi. Donc, que les terres ne soient pas "marchandisées", mais qu'elles restent pour toutes les femmes et les générations futures. Aujourd'hui, des milliers de jeunes qui cherchent des emplois, 60% ou 70% de ces emplois ne peuvent se développer que dans l'agriculture. Faute de terres. Cette richesse fondamentale qu'est la terre ne doit pas échapper aux femmes. C'est pour cela que les femmes rurales souhaitent que les terres restent aux mains de la communauté. Ces femmes pensent à leurs fils et filles qui doivent cultiver, à ceux qui sont partis, ceux qui vont à l'école aujourd'hui, si ces gens vont chercher à revenir et que chacun puisse retrouver chez soi, avoir ses richesses pour développer leur pays.

C'est pour cette raison que nous pensons que s'il y avait la possibilité aujourd'hui d'immatriculer toutes les terres au nom des femmes sénégalaises, celles-ci le feront parce qu'on sait qu'elles ne les vendront jamais.

ACTUALITE

SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE (SIA) À PARIS:

Le "Made in Sénégal" bute sur l'emballage

(APS) - Les produits sénégalais étalés au parc des expositions de Versailles qui abrite le Salon international de l'agriculture (SIA), à Paris, tentent de s'imposer au niveau d'un marché européen inondé de produits de qualité avec des emballages et des certifications bien aux normes.

ENVOYÉ SPÉCIAL À PARIS MOUHAMED TIDIANE NDIAYE



Des exposants sénégalais affirment que le SIA est un baromètre fiable pour mesurer le niveau de qualité des produits locaux. Avec les moyens du bord, ils tentent de donner un coup de pouce au "Made in Senegal". Mais le combat est loin d'être gagné face à une rude concurrence sur le marché européen. "C'est très difficile. Il y a

toujours cette problématique liée à l'emballage. Nous sommes en train de faire du chemin certes, mais c'est très loin de ce qui se fait ailleurs en termes de présentabilité, d'attraction et de qualité", reconnaît Ibrahima Dème, responsable d'une structure spécialisée dans la transformation des produits à valeur médicinale. Trouvé dans un

stand, visiblement secoué par le froid parisien, malgré un habillement très lourd, M. Dème note, dans un registre, les visiteurs qui passent chez lui. A défaut d'un emballage attrayant, il se contente d'un long discours sur les vertus des produits qu'il expose. "Le problème est qu'on ne communique pas bien sur nos produits avant de venir ici. Il n'y a pas un travail préalable qui puisse nous permettre de supporter la concurrence avec d'autres structures qui ont les moyens de donner un petit carnet à l'entrée à des milliers de visiteurs. Il faut travailler davantage sur la communication", dit Ibrahima Dème dont les propos ont été interrompus par le passage de clients européens qui ont emporté des sachets en échanges de quelques billets. Avec une quarantaine d'entreprises exposantes, le stand sénégalais est bien garni par des sachets de pain de singe, de bissap, d'arachide, des étals de melon, de poissons fumés, de piment, entre autres produits. Au quatrième jour du SIA, certains commencent à se faire des affaires et gardent l'espoir d'écouler leur stock. "Nous avons beaucoup de visiteurs français et européens en général. Il y en a qui achètent, d'autres essaient de prendre contact avec nous. Nous sommes en train de montrer au monde de ce dont le Sénégal est capable de faire", confie Salamba Diène qui propose des produits de la bio-essence. "Nous avons des visiteurs très curieux qui demandent, qui posent des questions et qui goûtent avant d'acheter. Mais il nous faut un travail plus hardi sur l'emballage, le packaging, la qualité pour être au niveau des autres", recon-

naît Salamba Diène. Cette fille assez d'une trentaine d'années invite les producteurs africains "à tout faire pour s'imposer au niveau international".

Le directeur général de l'Agence sénégalaise de promotion des exportations (ASEPEX), Malick Diop, dont la structure encadre beaucoup d'exposants au SIA 2015 reconnaît les défis à relever dans le domaine de la qualité avec une nécessité d'insister sur la problématique de l'emballage. "Beaucoup d'efforts sont en train d'être faits, mais ce n'est pas facile. Le problème lié à l'emballage est toujours là. Nous avons une structure qui s'active dans ce domaine, mais sa capacité de production ne couvre pas tous les besoins. Il faut travailler davantage pour arriver aux normes internationales", dit-il, après une visite au stand du Sénégal. Le plat national, le Thiébou Djeunn, est très visible dans les alentours du stand qui abrite la délégation sénégalaise. Les femmes qui s'y activent confient avoir fait de bonnes affaires avec des plats vendus à 10 euros (plus de 6.500 FCFA).

"Les choses marchent bien et nous faisons de très bonnes affaires depuis le début du salon. Nous sommes là pour honorer notre pays en faisant une promotion de nos différents plats auprès d'autres communautés. La plupart des clients sont des européens. Lundi le ministre guinéen de l'agriculture est venu pour commander un plat sénégalais pour son déjeuner", raconte, la mine joyeuse, une restauratrice sénégalaise habitée du SIA.

16ème EDITION
FIARA 2015
FOIRE INTERNATIONALE DE L'AGRICULTURE ET DES RESSOURCES ANIMALES
Du 26 Mars au 12 Avril au CICES

ADRESSE : Centre Amadou Malick Gaye Ex Bopp BP: 13453 Dakar -SENEGAL - Tél: (221) 77 635 46 18 / 77 642 33 36 / 77 275 59 34 /Fixe : 301033917 - Email: fiaradakar@yahoo.fr